

## Le Burundi veut l'arrestation des opposants venus aux pourparlers en Tanzanie

@rib News, 17/02/2017 - Source AFP Le Burundi a demandé vendredi aux autorités de Tanzanie d'arrêter des responsables de l'opposition participant aux pourparlers de paix entamés la veille à Arusha (nord de la Tanzanie). Ces pourparlers constituent une nouvelle tentative pour résoudre près de deux ans de crise politique au Burundi.

Bujumbura a annoncé mercredi qu'il n'y participerait pas. Le Cnared, plateforme regroupant la quasi-totalité de l'opposition burundaise intérieure et en exil avec laquelle Bujumbura a toujours refusé de négocier, a annoncé sa participation. Le Burundi a demandé à la Tanzanie d'arrêter "quelques individus qui sont recherchés par la justice burundaise", selon une note de son ambassadeur en Tanzanie. Selon une source judiciaire au Burundi, cette demande "concerne plusieurs politiciens qui ont fui" et font l'objet d'un mandat d'arrêt international après le putsch raté des 13 et 14 mai 2015. Il s'agit pratiquement de toute la direction du Cnared comprenant sept figures de l'opposition burundaise. Les opposants accusés ont nié toute participation à la tentative de putsch. Le Burundi avait annoncé mercredi la présence parmi les invités à Arusha de "putschistes" mais aussi de Jamal Benomar, conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies accusé par Bujumbura. Les discussions ont finalement débuté vendredi matin. Le médiateur régional dans la crise burundaise, l'ex-président tanzanien Benjamin Mkapa, a espéré qu'elles aboutiraient à un consensus "sur le principe et l'esprit" de l'Accord de paix d'Arusha signé en 2000 dont l'application avait mis un terme à la guerre civile qui avait ravagé le Burundi entre 1993 et 2006 et fait 300.000 morts. M. Mkapa a également espéré un consensus sur la nécessité de ne pas réviser la Constitution "jusqu'à ce que la situation soit stabilisée au Burundi". Cela va à l'encontre de la volonté du gouvernement burundais qui a lancé mercredi un processus de révision de la Constitution susceptible d'ouvrir la voie à un quatrième mandat du président Pierre Nkurunziza en 2020. - Un général burundais présent - Même si le gouvernement ne participe pas aux pourparlers, le secrétaire général du parti au pouvoir Cnadd-FDD, le général Evariste Ndayishimiye, se trouve sur place mais a refusé de s'asseoir à la même table que le Cnared. Il a assuré être surtout venu pour appeler "les politiciens qui ne se reprochent rien (...) à revenir au Burundi pour préparer ensemble les élections de 2020". Le secrétaire exécutif du Cnared Anicet Niyonkuru a estimé que la demande d'arrestation des responsables de l'opposition n'était pas une surprise. "Cette demande ne vous étonne pas", a-t-il déclaré à l'AFP vendredi soir par téléphone depuis Arusha, estimant que le régime burundais "vient de montrer une nouvelle fois son refus d'un retour à la paix et la stabilité au Burundi". "Mais elle ne nous inquiète pas également car on a obtenu du gouvernement de Tanzanie des assurances avant de venir ici", a-t-il ajouté, "notre sécurité a d'ailleurs été renforcée depuis ce matin". Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis avril 2015 et la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé puis son élection en juillet de la même année. Les violences ont fait plus de 500 morts et poussé près de 400.000 personnes à quitter le pays.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});